

## QUESTIONS ORALES

[Traduction]

### L'ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE NORD-AMÉRICAIN

**L'hon. Jean Chrétien (chef de l'opposition):** Madame la Présidente, j'ai une question à poser au vice-premier ministre.

Hier, le président Clinton a dit que l'ALÉNA était en difficulté au Congrès et que les négociations sur les accords parallèles étaient dans une impasse.

Lorsque le gouvernement conservateur a forcé le vote à la Chambre des communes le mois dernier, nous disant que l'accord ne posait aucun problème, était-ce parce qu'il était incapable de prévoir ce qui allait se passer ou parce qu'il essayait d'induire les Canadiens en erreur?

**L'hon. Michael Wilson (ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie et ministre du Commerce extérieur):** Madame la Présidente, je suppose que les députés d'en face vont continuer de déformer les faits, mais je tiens quand même à dire clairement que la mesure que nous avons adoptée, qui modifie 23 lois différentes, vise simplement à nous préparer en vue de la mise en oeuvre de l'ALÉNA, à condition que les autres pays suivent notre exemple.

Si les autres pays n'adoptent pas leur mesure de mise en oeuvre de l'ALÉNA, le projet de loi que nous avons adopté à la Chambre l'autre jour n'entrera pas en vigueur. C'est ce qui est précisé dans le projet de loi. Nous ne faisons que nous préparer en vue de la mise en oeuvre de l'accord et nous sommes convaincus que ce moment viendra, malgré les remarques de mon collègue d'en face. Nous voulons mettre les entrepreneurs dans une position où ils pourront planifier pour profiter des possibilités que leur offrira cet accord.

[Français]

**L'hon. Jean Chrétien (chef de l'opposition):** Madame la Présidente, c'est vraiment drôle. Le ministre a de bonnes intentions; il voudrait que les hommes d'affaires puissent planifier au Canada. Mais hier encore, le gouvernement américain est arrivé avec une troisième proposition, cette fois sur les augmentations subites des importations. Le gouvernement américain propose un troisième sujet d'accord parallèle.

Pourquoi le gouvernement canadien ne veut-il pas, à ce moment-ci, faire comme les Américains, soit faire avancer le dossier et discuter immédiatement pour obtenir une définition claire de ce qu'est un subside et ce qu'est le dumping, de telle façon que les hommes d'affaires

### Questions orales

puissent planifier et ne pas être pris dans la situation dans laquelle se trouve, par exemple, l'industrie de l'acier à l'heure actuelle?

• (1420)

[Traduction]

**L'hon. Michael Wilson (ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie et ministre du Commerce extérieur):** Madame la Présidente, je ne sais pas où était le député ces derniers temps. Cette proposition sur les augmentations subites des importations n'a rien de nouveau. Le président américain en a parlé durant sa campagne électorale en octobre 1992. Il n'y a rien de nouveau là-dedans.

Mon collègue dit que nous devrions éclaircir la question des subventions. C'est exactement ce que nous faisons dans le cadre de l'Uruguay Round. Je suis certain qu'il sera très heureux de savoir que ces négociations ont progressé considérablement lors de la réunion que j'ai présidée à Toronto il y a environ un mois et lors d'une autre réunion qui a eu lieu à Paris la semaine dernière, réunion à laquelle j'ai participé avec mes homologues des autres pays. Nous continuerons ce processus plus tard ce mois-ci, à Tokyo.

Nous serons capables d'obtenir une réponse très ferme aux préoccupations que le député a exprimées au sujet des subventions, préoccupations que je partage. Nous nous sommes entendus avec les États-Unis pour régler cette question dans le cadre de l'Uruguay Round.

**L'hon. Jean Chrétien (chef de l'opposition):** Madame la Présidente, si le gouvernement s'inquiète des subventions et du dumping, pourquoi n'a-t-il pas exigé des définitions de ces termes dans l'ALÉNA? Pourquoi attendre une proposition qui, d'ailleurs, ne viendra peut-être jamais?

Hier, j'ai rencontré des représentants de l'industrie sidérurgique. Leurs entreprises sont très concurrentielles, mais hier, ils ont eu la surprise de leur vie. Le conseil canadien, qui relève du gouvernement du Canada, permet le dumping au Canada des produits d'aciéries étrangères. Le conseil soutient que les entreprises canadiennes ne subissent aucun préjudice. Pas besoin d'être un génie pour comprendre que, si on laisse les étrangers pratiquer le dumping au Canada, leurs prix finiront par obliger les producteurs canadiens à réduire leurs propres prix. Quand le gouvernement fera-t-il quelque chose à ce sujet?

**L'hon. Michael Wilson (ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie et ministre du Commerce extérieur):** Madame la Présidente, le député pose deux